

Marché de la pièce de rechange: Les chiffres effarants de l'Association des concessionnaires

DIA-13 avril 2017: Le marché de la pièce de rechange en Algérie est un marché juteux avec une absence totale de contrôle. Les importations atteignent des sommes colossales. C'est le constat établi aujourd'hui par le président de l'Association des concessionnaires automobiles, M.Mourad Oulmi qui a communiqué des chiffres effarants.

En effet, lors de son passage ce matin sur les ondes de la radio nationale, M.Oulmi a fait savoir que pour l'année 2016 les importations de la pièce de rechange ont atteint 1,2 milliard de dollars. Les concessionnaires qui traitent directement avec les constructeurs ont une facture qui ne dépasse guère les 200 millions de dollars. Et c'est là que l'intervenant s'est interrogé sur la provenance des autres pièces de rechange qui totalisent 1 milliards de dollars. Pour lui, ces pièces sont bel et bien contrefaites et proviennent de Chine, des Emirats Arabes Unis ou encore des paradis fiscaux comme Andorre. Et c'est ainsi selon lui que certains importateurs s'adonnent à des pratiques de surfacturation et de fraude fiscale.

Pour autant que les pouvoirs publics remettent rapidement de l'ordre dans cette activité, il est possible, assure-t-il, de réduire la facturation de la pièce détachée automobile de quelque 500 millions de dollars, pour la seule année de 2017, et de lutter, en même temps, contre l'introduction des produits de contrefaçon. Il suggère dans ce sens d'exiger des importateurs « qui ont gagné beaucoup d'argent depuis le temps, qu'ils investissent dans la production de la pièce, mais aussi de s'approvisionner exclusivement chez le constructeur ».

L'invité considère que, tout comme les concessionnaires ont été appelés à développer la construction de véhicules, en Algérie, ils pourraient, tout aussi, s'impliquer dans le développement d'une industrie d'usinage de la pièce de rechange pour les besoins du marché national et l'exportation. Dans ce contexte, Il estime que la présence d'une industrie de l'automobile, en relation étroite avec la production de pièces de rechange, pourraient constituer un autre relai de croissance pour l'Algérie.

Défendant les fabricants locaux de pièces de rechange «de bonne qualité», mais qui, toutefois font face à la concurrence imposée par les importateurs, M.Oulmi considère qu'il faut protéger ces fabricants.

Abordant l'élaboration en cours par les pouvoirs publics, d'un nouveau cahier des charges relatif à la pièce de rechange pour véhicules, l'intervenant estime que cette décision relève d'un impératif économique. Pour lui, c'est la première fois que le Gouvernement a une vision et une stratégie «très claires» sur ce secteur, conformément à la loi de finance de 2014 prévoyant l'organisation du marché des véhicules neufs.

Véhicules d'occasion : niche fiscale inestimable

Concernant le marché de véhicules d'occasion, M.Oulmi a souligné qu'il s'agit d'un marché non contrôlé par les pouvoirs publics. Il explique ses propos par le fait que le Trésor Public ne perçoit aucun centime sur les ventes, ajoutant : « 700.000 véhicules d'occasion sont vendus annuellement. A raison d'un million de dinars l'unité, ce ne sont pas moins de 7 milliards de dollars sur lesquels l'Etat n'a aucun droit de regard ». Et c'est ainsi que pour lui le marché de véhicules d'occasion représente une niche fiscale inestimable.

Lamine Réda